

R é f é **r** e n c e s
académiques

LE FRONT NATIONAL
À DÉCOUVERT

sous la direction de

*Nonna Mayer
Pascal Perrineau*

PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de
Nonna Mayer et Pascal
Perrineau**

Le Front national à découvert

1996



SciencesPo.
Les Presses

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN PDF WEB : 9782724680904

ISBN papier : 2724606966

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



www.centre nationaldulivre.fr



SciencesPo.
Les Presses

Table

Préface à la première édition (René Rémond)

PREMIÈRE PARTIE. LE FRONT NATIONAL DANS LE SYSTÈME POLITIQUE FRANÇAIS

Chapitre 1. Origine et formation du front national (1972-1981) (Jean-Yves Camus)

D'ordre nouveau à la création du PFN : « nationalistes » et « nationaux » en France de 1972 à 1974

La stratégie de construction du FN 1974-1978

Le tournant du « national-populisme » 1978-1981

Chapitre 2. Les étapes d'une implantation électorale (1972-1988) (Pascal Perrineau)

Le désert électoral de l'extrême droite 1972-1981

Les prodromes de la percée du FN 1982-1983

L'explosion électorale : les élections européennes 17 juin 1984

La confirmation locale : les élections cantonales 10 et 17 mars 1985

La confirmation nationale : les élections législatives 16 mars 1986

La marée lepéniste : l'élection présidentielle 24 avril 1988

Le reflux législatif : les élections législatives 12 et 19 juin 1988

Chapitre 3. Un nouvel acteur politique (Piero Ignazi)

Naissance d'un parti

Les facteurs « électoraux »

Les facteurs socio-politiques

DEUXIÈME PARTIE. LES HOMMES

Chapitre 4. Unité et diversité des dirigeants frontistes (Guy Birenbaum et Bastien François)

Différenciation des instances nationales du fn modifications et ajustements des élites

Éléments pour une mise en rapport des acteurs, de leurs discours, de leurs modalités d'intervention

Chapitre 5. Sociologie des élites du FN (1979-1986) (Colette Ysmal)

L'héritage

Le FN depuis 1984

Chapitre 6. Le droit chemin ou les mécanismes de l'adhésion politique (Birgitta Orfali)

Chapitre 7. Le cercle des sympathisants (Jean Ranger)

La droite extrême

Faiblesse de la norme religieuse

Hostilité au système politique et social

Le critère de l'intérêt pour la politique

Enjeux politiques et enjeux sociaux

La personnalité autoritaire

Une extrême droite authentique ?

Chapitre 8. Pourquoi votent-ils front national ? (Jacqueline Blondel et Bernard Lacroix)

TROISIÈME PARTIE. LES IDÉES

Chapitre 9. La métaphysique de Jean-Marie Le Pen (Pierre-André Taguieff)

Conserver, lutter, vaincre

Différence et inégalité : sexes, âges, races

Nature, décadence, sélection

Droite et gauche : la vie ou la mort

Le dilemme de la pensée nationaliste

Chapitre 10. Un programme « révolutionnaire » ? (Pierre-André Taguieff)

Assumer la révolution française
Rendre la parole au peuple
Libertés, propriété, sécurité, identité
La vraie « démocratie directe »

Chapitre 11. Le syndrome lepéniste (Hugues Lagrange et Pascal Perrineau)

Les boucs émissaires du FN
La stigmatisation de l'immigré
La surévaluation de l'insécurité
Le syndrome lepéniste
L'identification partisane
Les affinités électorales

QUATRIÈME PARTIE. LES TERRAINS

Chapitre 12. Le vote FN de Passy à Barbès (1984-1988)
(Nonna Mayer)

L'effet immigrés
Les deux visages du vote Le Pen
De l'électeur parisien à l'électeur français

Chapitre 13. Le FN en terre communiste (François Platone et Henri Rey)

Chapitre 14. Le FN dans le nord ou les logiques d'une implantation électorale (Serge Etchebarne)

Une xénophobie électorale
Un électorat protestataire
L'effet Durieux: l'apport électoral éphémère d'un notable rallié
Les résistances à l'implantation du FN

Chapitre 15. Le dérangement Marseillais (Jean Viard)

La Ville aux trois histoires
Géo-Politique
La barre des 100 000 voix

De la qualité d'un électorat
Corps politique et corps social
La dimension géo-stratégique

Chapitre 16. Les terres de mission (Colette Ysmal et Philippe Habert)

Les zones de faiblesse du FN
Les logiques globales d'implantation
Études de cas

Chapitre 17. Le FN dans la durée (Guy Birenbaum *et al.*)

La consolidation électorale (1988-1995)
Hommes et femmes du FN
Variations d'un programme de gouvernement
Des terrains contrastés

Conclusion. L'introuvable équation Le Pen (Nonna Mayer et Pascal Perrineau)

Le parti des mécontents
Le parti de la peur
Forces et faiblesses
Horizon 2000
Les freins

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

Préface à la première édition

René Rémond

Parmi les changements qui ont récemment affecté ce qu'on a pris depuis peu l'habitude d'appeler le paysage politique français, aucun peut-être n'est plus déconcertant pour qui cherche une explication rationnelle des faits politiques que la soudaine émergence et la rapide progression du Front national. Tout concourt à un effet de surprise : la soudaineté de son apparition après une éclipse d'une vingtaine d'années, qui avait conduit les observateurs à conclure à la disparition définitive de cette tendance et à en inférer que les Français étaient désormais guéris de toute tentation extrémiste ; la rapidité de sa propagation dans un corps électoral qui n'a pas la réputation d'être particulièrement instable ; l'ampleur enfin d'une progression qui a atteint à l'élection présidentielle un taux tout à fait inattendu, et ce à l'occasion de la consultation qui passait pour être la plus défavorable à un candidat dont aucun de ses électeurs ne pouvait raisonnablement penser qu'il avait la moindre chance d'accéder au second tour. On sait l'électeur français attaché à voter utile : il n'aime pas perdre sa voix et il était capable de discerner qu'en votant pour Jean-Marie Le Pen il n'affaiblissait pas seulement les candidats de droite, perspective qui pouvait le séduire, mais qu'il faisait le jeu de ceux dont il était le plus éloigné. Comment donc expliquer un tel phénomène ? Depuis quelque temps, toutes les analyses tournent autour de ce paradoxe et tentent de lui apporter réponse.

La lecture des textes que rassemble le présent ouvrage comporte à cet égard deux leçons dont la portée ne s'arrête pas à l'objet qui les inspire. D'abord que, si rien en politique n'est inintelligible, l'explication n'est pas nécessairement de type rationnel : en d'autres termes, le comportement des acteurs obéit certes à une logique dont

l'observateur doit chercher à déchiffrer le principe, mais ce n'est pas celle de la pure raison. Il en est déjà ainsi en économie, où les choix et les décisions des agents et en particulier des consommateurs déconcertent souvent les économistes : c'est qu'ils ne se conduisent pas comme ils le devraient si leur comportement était réglé par la rationalité et dicté par un calcul de maximisation des profits. A plus forte raison en est-il ainsi en politique où l'électeur, le citoyen, le militant, s'engage avec toute sa personnalité : le souci de ses intérêts individuels ou de groupe, ou l'idée qu'il s'en fait et qui ne coïncide pas toujours avec leur réalité objective, mais aussi ses souvenirs, conscients ou inconscients, son imaginaire, ses aspirations, ses rêves, sa sensibilité. Aussi interfèrent sentiments et ressentiments, possible et souhaitable.

Seconde leçon, qui s'impose à travers la lecture de ces pages et que la conclusion énonce avec netteté et vigueur : il n'y a pas de principe unique d'explication. Le succès d'une formation politique, surtout s'il prend de l'ampleur, est nécessairement la résultante d'une pluralité de facteurs convergents. On le vérifie sur le cas du Front national dont l'électorat amalgame plusieurs composantes différentes ; par exemple, il juxtapose un noyau politisé à forte teneur idéologique à une masse qui d'ordinaire ne s'intéresse guère à la politique et dont l'adhésion a la signification d'un vote de protestation globale ; à cet égard, le Front national a pris le relais du Parti communiste dans l'exercice de ce que Georges Lavau a appelé la fonction tribunitienne. Non pas que les électeurs du Front national viennent en masse du Parti communiste, mais le Front national comble le vide creusé par le vieillissement du Parti communiste et sa participation au gouvernement durant trois années. Pareillement, du point de vue des appartenances religieuses, l'électorat de Jean-Marie Le Pen associe deux extrêmes : une minorité intégriste dont les convictions religieuses sont déterminantes et commandent les choix politiques, et une masse qui se trouve compter, avec les électeurs communistes, les plus détachés de la pratique, les plus éloignés de l'Eglise catholique et généralement les plus incultes religieusement. La leçon mérite d'être retenue chaque fois qu'on entreprend de rendre compte d'un grand fait d'opinion.

La comparaison avec l'expérience d'autres pays suggère une autre réflexion d'importance : les conditions qui paraissent avoir eu une

part à la naissance et au succès du Front national se retrouvaient réunies ailleurs et cependant les autres pays n'ont pas connu de phénomène analogue, au moins dans pareilles proportions. Signe qu'il n'y a pas en politique de causalité mécanique et présomption que les faits politiques sont de ceux qui expriment le plus la singularité des histoires et des cultures nationales. Jointe à d'autres observations, comme le tour particulier pris par la crise de 68 et l'absence de terrorisme en France alors que la gauche aurait fort bien pu basculer dans le recours à la violence, la chose porte à mettre en doute l'affirmation que notre pays serait à la veille d'abdiquer son exceptionnalisme : le Front national où se retrouvent des traits familiers à notre histoire m'inclinerait à croire que la France conservera longtemps encore des caractères originaux, pour le meilleur et hélas, aussi, pour le pire !

Tout commencement ayant généralement des antécédents, on se demandera tout naturellement, en présence de ce qu'on a appelé le phénomène Le Pen, où le situer parmi les traditions politiques et à laquelle des droites le rattacher? On notera au passage que c'est la seule formation à ne pas avoir contesté qu'elle fût à droite ; au temps, avant 1981, où tous se défendaient d'être à droite et recouraient à des périphrases pour se définir, Jean-Marie Le Pen était le seul candidat à se réclamer de la droite et à revendiquer hautement l'honneur d'en porter les couleurs. Il est vrai qu'il ne se disait pas d'extrême droite, tout en en étant indiscutablement : son discours présentait donc, par rapport à sa position réelle, la même déclinaison que les autres. On peut découvrir au Front national un air de parenté avec la plupart des autres tendances de droite. Il a recueilli la postérité de celle qui se définit depuis deux cents ans par le refus de la Révolution et son programme économique, ou ce qui en tient lieu, relèverait plutôt d'une inspiration libérale par la défiance à l'égard de l'intervention de l'Etat, la confiance dans l'initiative privée, l'éloge de la libre entreprise. Mais si ces références dessinent des passages possibles et trahissent des emprunts, elles ne suffiraient pas à constituer une véritable filiation. Le Front national s'inscrit de toute évidence dans une autre lignée : celle de la droite qui a toujours associé un comportement de protestation globale et une « préférence nationale ». Il est la postérité de cette droite que Zeev Sternhell a baptisée révolutionnaire et que je préfère appeler contestataire, car ses aspirations au changement, pour sincères qu'elles soient, ne sont

pas véritablement révolutionnaires, sauf chez une poignée d'activistes qui ont un goût invétéré de l'aventure et que la violence fascine. On retrouve dans les thèmes du Front national et les motivations de sa clientèle les deux faces du nationalisme : un attachement sincère à l'identité nationale, l'amour de la patrie, le culte de son passé, une juste appréciation de son originalité, mais aussi l'envers de ces sentiments légitimes, une crainte obsessionnelle de tout ce qui est suspect d'en altérer la pureté, la peur du changement, l'inquiétude de l'avenir, un repli frileux sur la préservation du passé, un nationalisme d'exclusion. Toutes choses qui se trouvaient déjà assemblées dans les crises et les crispations des cent dernières années.

Si le Front national se rattache à cette lignée, il n'en est pas la pure répétition. Il ne le pourrait pas, ne serait ce qu'à cause de la différence des temps et des situations : la France de 1988 n'est plus celle de 1888. Depuis l'apogée du boulangisme, la société s'est profondément transformée. Le succès du Front national trouve précisément une de ses explications dans la mutation qui a modifié le visage de la France dans les vingt-cinq dernières années. Il exprime un refus du changement et une réaction contre ses conséquences : il canalise l'inquiétude, le désenchantement de tous ceux qui ne reconnaissent plus leur pays tel qu'ils l'aiment, la société dans laquelle ils avaient grandi, les valeurs auxquelles ils sont attachés. Le présent livre montre bien cet aspect par rapport à l'explosion urbaine : le Front national est une conséquence d'une urbanisation précipitée dont les effets n'avaient été ni prévus ni corrigés. A cet égard, le succès du Front national est proche du poujadisme qui était, lui aussi, protestation contre certaines formes de modernisation. Qui sait s'il n'y a pas aussi une certaine analogie avec le mouvement de mai 68 qui était aussi une réaction contre ce type de modernisation ? Mouvement Poujade, événements de 68, écologie, Front national : autant de phénomènes qui traduisent dans l'ordre de la politique et de l'idéologie les incidences de la mutation sociale. Venant après le tapage fait autour de la Nouvelle droite, sur laquelle les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ont déjà publié le livre de Mme Duranton-Crabol, la poussée du Front national manifeste que la droite ne reste pas à l'écart des renouvellements.

Première partie. Le front national dans le système politique français

Chapitre 1. Origine et formation du front national (1972-1981)

Jean-Yves Camus

La presse nationale, et dans une certaine mesure le parti lui-même, s'accordent pour dater l'irruption du Front national (FN) sur la scène politique de l'élection municipale partielle de Dreux, en septembre 1983. Ce faisant, on occulte le fait qu'à cette date le FN existe depuis déjà onze ans, puisqu'il est officiellement fondé à Paris le 5 octobre 1972. Ainsi, si l'on excepte le groupuscule de P. Sidos, l'Œuvre française, il est aujourd'hui la plus ancienne formation d'extrême droite encore active sous une dénomination qui n'a jamais changé. Pendant toute la période étudiée, le FN est un mouvement faiblement implanté et structuré, ne pouvant prétendre incarner la totalité, ou la majorité, d'une droite nationaliste éclatée en plusieurs tendances dont la principale est représentée par le Parti des forces nouvelles (PFN). Il s'agit ici de cerner les différentes étapes de l'évolution idéologique et organisationnelle du Front, pour mettre à jour les ruptures stratégiques et les conflits de courants qui l'ont agité avant qu'il se structure en parti politique inséré dans le jeu parlementaire en 1981-1983.

D'ordre nouveau à la création du PFN : « nationalistes » et « nationaux » en France de 1972 à 1974

La distinction entre nationalistes et nationaux, acceptée par l'extrême

droite elle-même pour la période postérieure à la guerre d'Algérie, aide à comprendre la querelle que vont se livrer FN et PFN pour le leadership de cette famille politique^[1]. La création du FN est, au départ, une initiative des dirigeants d'Ordre nouveau, mouvement nationaliste fondé en 1969 après la dissolution d'Occident, et qui semble avoir réuni à son apogée environ 5000 militants, pour la plupart jeunes et/ou étudiants, implantés notamment à Paris, Lyon, Nice et Marseille. Rompant avec la pratique uniquement activiste d'Occident, Ordre nouveau se voulait une tentative de désenclavement du nationalisme, chroniquement divisé et privé d'appareil politique depuis l'auto-dissolution des comités Tixier-Vignancour en janvier 1966. Conseillé par de vieux militants comme G. Jeantet (doriotiste), F. Brigneau (maurassien) et H. Charbonneau (Action française et Milice), ON avait participé aux élections municipales de Paris en 1971, et souhaitait donc jouer le jeu démocratique. L'échec relatif des listes parisiennes conduisit le 2e congrès, en juin 1972, à lancer l'idée d'une structure unitaire qui préparerait les législatives de 1973 en poursuivant un double objectif : d'abord, concrétiser la suprématie d'ON qui deviendrait le « fédérateur de la droite » et atténuerait les retombées négatives d'un regain d'activisme perceptible dans les facultés ; ensuite, imiter le succès électoral du MSI italien qui, après avoir absorbé le parti monarchiste et adopté le sigle de *Destra Nazionale*, avait atteint aux élections de 1972 son score maximal^[2]. L'échec des multiples velléités unitaires antérieures, tel le Centre de ralliement national animé par R. Holeindre (1969), rendait l'entreprise difficile, pour des raisons à la fois personnelles et idéologiques. Malgré tout, l'été 1972 sera consacré à contacter d'anciens OAS comme J. Reimbold et le capitaine Curutchet, G. Bidault et son groupe « Justice et liberté », F. Brigneau alors journaliste à *Minute*, et les nationalistes-européens du mensuel *Militant*. Par principe dogmatique, la Restauration nationale monarchiste restera à l'écart, comme, pour des motifs tactiques, l'équipe venue d'Europe-Action qui avait fondé le GRECE trois ans plus tôt.

L'initiative venant des « nationalistes », l'ouverture vers la droite nationale issue du combat pour l'Algérie française devait être symbolisée par la présence d'un homme cumulant l'expérience du poujadisme, de l'antigaullisme et du tixiérisme : ce sera J.-M. Le Pen, ancien directeur de la campagne Tixier, puis retiré de la politique

active. L'expérience des « comités TV » est importante pour l'histoire future du FN : en effet, la nébuleuse tixiériste avait partiellement réussi à mobiliser ensemble des fractions aussi différentes que la droite conservatrice antigaulliste (P. Arrighi, A. de Lacoste-Lareymondie), le néo-fascisme d'Occident et le néo-paganisme « européeniste » de J. Mabire ou D. Vénner. Oscillant sans cesse entre un nationalisme sans compromis et la tentation du ralliement au meilleur candidat antigaulliste, la campagne Tixier préfigurait largement les futures hésitations stratégiques du FN. Par ailleurs, la disparition de comités TV allait donner naissance à deux mouvements qui verront transiter par eux nombre de cadres actuels du FN : ce sont l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès (ARLP) et le Mouvement jeune révolution (MJR). Avant de rallier en 1969 la majorité pompidolienne, l'ARLP et sa section de jeunesse « Jeune alliance » formeront D. Chaboche, J.-C. Varanne ou C. Baekroot. Le MJR, groupe solidariste qui se réclamait de POAS-métro jeunes et du capitaine Sergent, comptera dans sa mouvance R. Marie, J.-P. Stirbois et M. Collinot. Son idéologie confuse de « troisième voie » entre capitalisme et marxisme préconisait l'association capital-travail, le syndicalisme corporatif, la disparition des partis politiques traditionnels. Rétrospectivement, le FN de 1988 apparaît comme une synthèse de ces trois courants de l'extrême droite : l'activisme (filière « Jeune nation »/Occident/Ordre nouveau/PFN) ; l'antigaullisme de droite (filière OAS/ ARLP) ; la tendance solidariste-intégriste (filière MJR/Groupe action jeunesse/chrétienté-solidarité)^[3]

Le premier bureau politique du Front, en octobre 1972, traduit bien l'équilibre précaire entre nationalistes et nationaux puisque chaque responsable inféodé à une tendance est « doublé » par un adjoint appartenant à l'autre^[4]. Le premier programme frontiste, issu lui aussi d'un compromis entre nationalisme-révolutionnaire et conservatisme, paraît dans le numéro de novembre 1972 du *National*. Dès cette date sont identifiables certains thèmes de ce que P.-A. Taguieff nomme « national-populisme » et que résume parfaitement ce titre de décembre 1972 : « Avec le FN, fâchons-nous ! » S'affirmant comme « la droite sociale, populaire, nationale », le FN se pose en alternative au gaullisme et au communisme, veut une « troisième voie entre lutte des classes et monopoles ». Prenant prétexte de certains scandales politico-

financiers, il dénonce l'affairisme et la décadence du pouvoir. Cependant, son programme économique ne reprend pas les idées interventionnistes d'Ordre nouveau, mais réclame, au contraire, la réduction au strict minimum du secteur public et nationalisé, ainsi que le confinement de l'Etat à son rôle d'arbitre des intérêts catégoriels. Or, paradoxalement, le programme en vingt points de 1972 n'est qu'une collection d'intérêts corporatistes, selon une ligne politique que F. Duprat formulera plus tard, en assignant au FN le rôle de « réceptacle de tous les mécontentements ». La défense du petit commerce et la « diffusion de la propriété par le mutualisme » sont donc, dès la création, des idées forces. Au plan social, même ambiguïté sur deux thèmes majeurs : l'immigration et la natalité. Le FN de 1972 s'oppose à l'immigration sauvage seulement dans la mesure « où elle met en péril la santé des Français » ; reprenant le langage d'Ordre nouveau, il qualifie les résidents étrangers de « minorités sauvages » inassimilables, sans établir de lien automatique entre immigration et chômage^[5]. Le comble de l'absurde est atteint lorsque le Front réclame ... la révision de la loi de 1920 sur l'avortement, alors que la même mesure, prise par S. Vèil, ouvrira la campagne frontiste sur le prétendu « génocide des enfants français » ! Dans le domaine des institutions et de la politique étrangère, la cohérence est plus grande : instauration d'un régime présidentiel et du scrutin proportionnel ; refus de l'Europe intégrée à laquelle on oppose l'Europe des patries. De plus, suivant en cela la ligne d'Ordre nouveau, le FN réclame la « création d'une entité palestinienne au Moyen-Orient ».

Les législatives de mars 1973 vont être préparées sur ces bases, mais à partir de fortes divergences tactiques : ON doit maintenir son avantage en contrôlant l'appareil frontiste et la désignation des candidats, comme le souhaite la base qui tolère mal l'implication dans le jeu électoral ; les nationaux veulent faire contrepoids en tentant de récupérer J. Soustelle et son mouvement « Progrès et liberté », implanté à Lyon, qui reste cependant en dehors de la formation d'extrême droite. La méfiance entre les deux courants entraîne déjà des contradictions insurmontables. Ordre nouveau, qui contrôle la préparation du scrutin, rédige un manifeste intitulé « Défendre les Français », dont l'idée force est la mobilisation des secteurs sains du pays face à la décadence de la morale, des institutions et du prestige national. Il s'agit là d'une copie de la théorie des « corps sains »

professée en Italie par le MSI : recherche de soutien dans l'armée, la police, le clergé antiprogressiste, les Anciens combattants, la jeunesse. Le FN y rajoute « la formation de nouvelles élites puisées au plus profond de notre peuple ». Or, le 4 mars, les candidats FN, pour la plupart membres d'Ordre nouveau, n'obtiennent que 108 000 voix (1%, 32%). Face à l'échec, les deux tendances réagissent inversement : lors de son congrès d'avril 1973, ON réclame une intensification de l'activisme et le retrait du Front, alors que J.-M. Le Pen privilégie le renforcement du parti et nomme V. Barthélémy, ancien adjoint de Doriot, au secrétariat administratif. La scission est déjà virtuellement consommée lorsque ON provoque à Paris, le 21 juin, un meeting sur le thème « Halte à l'immigration sauvage », au cours duquel un orateur se livre à une violente dénonciation de la loi Pleven réprimant la discrimination raciale, et fustige le poids politique et médiatique supposé de la communauté juive, dans des termes franchement antisémites^[6]. Ce qui, ajouté aux heurts avec la Ligue communiste et la police, provoque la dissolution d'ON et de l'organisation trotskyste, décidée par R. Marcellin. Victime d'un excès de confiance dans son impunité ou manipulé par certains services policiers, ON connaît donc le même sort que Jeune nation et Occident, faute d'avoir su négocier le virage du parlementarisme.

Entre l'été 1973 et la campagne présidentielle de 1974, va se décider la rupture définitive du Front, qui sera suivie d'une division durable entre les deux tendances. En effet, « Faire front », qui succède à ON, utilise le Front comme base de repli avec pour objectif l'élimination de la tendance Le Pen, grâce à la nomination de ses dirigeants aux postes clés de l'appareil. Devant le refus des « nationaux », un FN bis se crée autour d'A. Robert (Ordre nouveau) jusqu'à ce qu'une décision de justice donne à Le Pen seul le droit d'utiliser le sigle. La droite nationaliste aborde l'élection de mai 1974 dans les pires conditions : déchirée, privée de presse nationale, devant faire face à d'autres candidatures concurrentes dont celle de B. Renouvin (royaliste) et J. Royer (soutenu par l'Œuvre française et certains intégristes)^[7]. L'hebdomadaire *Minute* soutenant V. Giscard d'Estaing, la candidature Le Pen n'est appuyée que par *Rivarol*, le FN et certains groupuscules nationalistes-révolutionnaires proches des *Cahiers européens* de F. Duprat^[8]. Ordre nouveau, qui a choisi de s'insérer dans la majorité, travaille pour la campagne de Giscard, avec pour objectif de constituer l'aile droite du cartel

UDR/républicains indépendants. Cette même stratégie les conduira, en 1976-1977 à se rapprocher du RPR, puis, en 1980-1981, du Centre national des indépendants (CNIP). Recueillant 0%, 74% des voix au premier tour, Le Pen doit reconstruire le FN sans sa composante principale.

La stratégie de construction du FN 1974-1978

La période 1974-1978, qui s'achève en fait avec le désastre des élections européennes de 1979, est celle du développement d'un véritable parti de la droite nationale, doté de structures régionales, d'une presse régulière et d'organes dirigeants. Pour accroître son audience, le FN devra utiliser le réservoir des militants que sont les groupuscules nationalistes-révolutionnaires. Ce choix, dicté en partie par la concurrence avec le Parti des forces nouvelles, l'amènera à autoriser la double appartenance, puis à donner une place prépondérante aux hommes et aux thèmes de la frange la plus extrémiste du parti. Ainsi se constitueront en son sein des tendances, comme les connaît le MSI italien.

1974 est une année charnière marquée par l'arrivée au Front de F. Duprat, qui deviendra animateur de la Commission électorale en continuant à diriger ses propres publications, dont les *Cahiers européens*. Théoricien nationaliste-révolutionnaire, issu de l'extrême gauche, puis passé par Jeune nation et Occident, ce professeur d'histoire avait également siégé au bureau politique d'Ordre nouveau, tout en étant correspondant et collaborateur de nombreuses revues néo-nazies, françaises et étrangères^[9]. Son idéologie, exaltant à la fois le national-socialisme dans sa version strassérienne et les ouvrages plus récents de J. Evola, avait pour base un antisémitisme omniprésent, populaire et anticapitaliste dans la tradition de Drumont et des ligues antijuives de la fin du XIXe siècle. Dès 1962, sous le pseudonyme de F. Solchaga, il diffusait en France les travaux de l'école historique « révisionniste » et reprenait la théorie d'H.E. Barnes qui contestait la responsabilité nazie de la seconde guerre mondiale^[10]. Juste après la guerre des Six-Jours (juin 1967), il avait participé avec P. Rassinier et M. Bardèche au numéro de *Défense de l'Occident* intitulé « L'agression israélienne », et qui est un texte

fondateur de l'antisionisme-antisémite le plus radical, puisqu'il nie le droit d'Israël à l'existence. Proche, selon ses dires, de certains milieux palestiniens et du Parti populaire syrien^[11], fondateur d'une Association France-Palestine, il est aussi un des précurseurs des thèses sur la négation du génocide des juifs, avant que R. Faurisson, en 1978, ne s'exprime sur ce sujet. Lorsqu'il rejoint le FN, fin 1973, F. Duprat vient de rompre avec le journal néonazi de P. Clémenti, *Le Combat européen*.

Dès janvier 1974, dans le premier numéro des *Cahiers européens* (hebdomadaire), Duprat articule la stratégie du FN autour de trois pôles : l'antiparlementarisme et l'opposition intégrale au système démocratique; l'autorisation pour tout adhérent du Front d'appartenir simultanément à toute autre formation nationaliste ; enfin, paradoxalement, l'acceptation de négociations ponctuelles avec la droite lors de scrutins locaux ou nationaux, lorsque le Front est accepté en tant que tel. Il s'agit donc à la fois de récupérer les déçus des partis de droite modérés, de faire du FN un parti-charnière indispensable à la constitution d'une majorité ; d'être complémentaire, et non substituable, aux petites formations d'extrême droite implantées localement.

A partir de 1974, comme le montre une étude de contenu du *National*, se produit une inflexion sensible de l'idéologie frontiste qu'on peut attribuer à l'arrivée des nationalistes-révolutionnaires ou de théoriciens, comme J. Ploncard d'Assac^[12], liés au courant contre-révolutionnaire maurrassien : la décadence de la France est attribuée aux « corps étrangers » et, de manière plus globale, aux forces du « mondialisme » dont la Commission trilatérale est supposée être l'exemple parfait. L'origine du déclin national se trouve, pour Ploncard d'Assac, dans « la conspiration de 1789 » dénoncée par l'abbé Barruel et J. Robinson^[13]. Ce n'est plus uniquement l'immigration clandestine qui est dénoncée, mais l'atteinte à l'identité nationale, la France ayant atteint, pour le *National*, le « seuil des antagonismes raciaux ». Le FN se situe alors dans la ligne des partis xénophobes comme l'Action nationale suisse, le National Front et les powellistes en Grande-Bretagne. Pourquoi, et dans quelles conditions, a eu lieu cette mutation idéologique ? On peut avancer la nécessité de se démarquer du parti concurrent, le PFN, créé en novembre 1974 et dont les media relaient plus

volontiers les actions. Mais il faut surtout comprendre en détail le processus d'intégration des groupuscules nationalistes, préconisé par F. Duprat, et avalisé par la direction du parti. La période 1968-1975 voit proliférer, à Paris et en province, les mouvements dissidents d'Ordre nouveau opposés à la voie légaliste comme à tout aggiornamento idéologique du fascisme. A l'exemple des partisans allemands ou italiens de l'ultra-droite, et souvent en référence au groupe « Jeune Europe » du Belge J. Thiriart, se constituent des cellules locales qui élaborent l'idéologie de « troisième voie », d'alternative au système, dont Franco « Giorgio » Freda est le théoricien le plus connu. Leurs références historiques sont la République de Salò et le national-socialisme de Strasser, souvent aussi les fascismes de Degrelle, Codreanu et Primo de Rivera. Leur maître à penser contemporain est J. Evola. Fascinés par la rhétorique et les méthodes de l'extrême gauche extra-parlementaire (notamment le passage à la lutte armée), les nationalistes-révolutionnaires revendiquent leur anticapitalisme et, plus encore, leur opposition à l'esprit bourgeois. Anti-Américains, ils soutiennent certaines luttes du Tiers Monde ; par-dessus tout, ils sont antisionistes : Israël est pour eux le symbole moderne de l'Etat colonial soutenu par les Etats-Unis, ce qui les rapproche des Palestiniens les plus radicaux. Pour eux, le juif est à la fois symbole de la puissance d'argent, de l'esprit cosmopolite et de l'idée révolutionnaire : c'est parmi ces groupes que l'on trouve les diffuseurs des « Protocoles des sages de Sion » comme des ouvrages de M. de Poncins, E. Malynski ou H. Coston. En France, cette nébuleuse de réseaux informels comprend notamment le « Devenir européen » (Nantes), « Peuple et nation » (Lyon), le CDPU (Aix-en-Provence) et les Groupes nationalistes révolutionnaires (GNR) de F. Duprat. Implantés en milieu étudiant comme dans les banlieues populaires autour de Paris ou dans le Nord, ils constituent un vivier de recrutement pour le Front qui s'en rapproche progressivement : pendant la présidentielle de 1974, F. Duprat organise les « comités d'union des nationaux », derrière J.-M. Le Pen ; au même moment est créé le Front national de la jeunesse (FNJ) qui est lancé avec le concours des néo-nazis de l'Action européenne ou des « Jeunesses d'action européenne » vestiges du Nouvel ordre européen. Les *Cahiers européens* servent de point de jonction et accueillent, à partir d'octobre 1974, comme codirecteur M. Fredriksen, dirigeant de la FANE, le plus ouvertement national-